

BULLETIN OFFICIEL

du

Département

de

l'Isère

N°402

**TOME 1 – Partie 6
Arrêtés D'Octobre
2023**



ISSN 0987-6758

BULLETIN OFFICIEL DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

2023-33692	Direction territoriale du Voironnais-Chartreuse	Aménagement	Réglementation de la circulation sur la RVV2 du PR 14+0420 au PR 16+0390 (Voreppe) situés hors agglomération
2023-33694	Direction territoriale de la Bièvre	Aménagement	Réglementation de la circulation sur la RD 37 du PR 2+0250 au PR 4+0597 (Faramans, Pommier-de-Beaurepaire et Bossieu) situés hors agglomération
2023-33697	Direction territoriale du Voironnais-Chartreuse	Aménagement	Réglementation de la circulation sur la RD28 du PR 21+0770 au PR 21+0880 (Miribel-les-Echelles) situés hors agglomération
2023-33700	Direction territoriale Haut-Rhône Dauphinois	Aménagement	Réglementation du stationnement et de la circulation sur la RD1075 du PR 2+0719 au PR 3+0175 (Porcieu-Amblagnieu et Vertrieu) situés hors agglomération
2023-33701	Direction territoriale de la Bièvre	Aménagement	Réglementation de la circulation sur la RD 154 du PR 17+0020 au PR 17+0140 (Saint-Geoirs) situés hors agglomération
2023-33703	Direction territoriale de la matheysine	Aménagement	Réglementation de la circulation sur la RD117 du PR 14+0400 au PR 14+0690 (Valjouffrey) situés hors agglomération
2023-33704	Direction territoriale Haut-Rhône Dauphinois	Aménagement	Réglementation de la circulation sur la RD40 du PR 15+0885 au PR 15+0925 (Les Avenièrès Veyrins-Thuellin) situés hors agglomération
2023-33707	Direction territoriale de la matheysine	Aménagement	Réglementation de la circulation sur la RD114E du PR 2+0400 au PR 8+0701 (La Morte et Livet-et-Gavet) situés hors agglomération

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté N°2023-33692

Direction territoriale du Voironnais-Chartreuse
service aménagement

**portant réglementation de la circulation
sur la RVV2 du PR 14+0420 au PR 16+0390 (Voreppe)
situés hors agglomération**

Le Président du Département de l'Isère

- Vu** la demande en date du 30/10/2023 de l'entreprise Carron pour le compte du Syndicat Mixte des Bassins Hydrauliques de l'Isère.
- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5
- Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 411-8
- Vu** le Code de la voirie routière
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;
- Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription
- VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle modifiée portant sur le même objet
- Vu** l'arrêté n°2020-30069 du 20 mars 2020 portant règlement de voirie départemental
- Vu** l'arrêté du Président du Département n°2022-7328 du 14/11/2022 portant délégation de signature
- Vu** l'arrêté portant autorisation de voirie n°2023-31173 en date du 13/04/2023

Considérant que les travaux de de restauration de la continuité écologique à la confluence du canal du Palluel et de l'Isère nécessitent de réglementer la circulation selon les dispositions indiquées dans les articles suivants, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisé par l'entreprise Carron pour le compte du Syndicat Mixte des Bassins Hydrauliques de l'Isère.

Arrête :

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- À compter du 31/10/2023 et jusqu'au 24/11/2023, sur RVV2 du PR 14+0420 au PR 16+0390 (Voreppe) situés hors agglomération, la circulation des tous les véhicules est interdite 7 jours sur 7, 24h00/24h00, y compris aux véhicules non motorisés et aux piétons.
- **Une déviation sera mise en place par la VV8, les voies communales Chemin de l'Île du Pont, Chemin des Communes et Chemin des Dignes (plan de déviation en annexe).**

Cette disposition ne s'applique toutefois pas aux véhicules de l'entreprise, véhicules de police, véhicules de secours, véhicules intervenant dans le cadre de l'entretien et de l'exploitation de la route et véhicules de l'association, quand la situation le permet.

Article 2

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Ils doivent être conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002).

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Le responsable de cette signalisation, Mr REYNIER Jean-Yves est joignable au : 06.08.90.41.72

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 4

La Directrice générale des services du département de l'Isère,
Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère,
Le demandeur,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont
copie sera transmise aux services destinataires suivants :

La commune impactée par la restriction : Voreppe

[REDACTED]

[REDACTED]

ANNEXES:
Arrêté temporaire

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

[REDACTED]



Syndicat Mixte
des Bassins
Hydrauliques
de l'Isère

Restauration de la continuité écologique à la confluence du Canal du « Palluel » avec l'Isère



Plan de circulation, de déviation des usagers de la vélo route voie verte V63 – Mesures d'accompagnement – **Mise à jour (MAJ)**

Maître d'ouvrage : SYMBHI

ROSE Cédric - UT « Voironnais » - Responsable UT

06 07 19 22 88 / cedric.rose@symbhi.fr

GOMES Jean-François - Pôle Ouvrages - Chargé d'exploitation

06 07 96 82 62 / jean-francois.gomes@symbhi.fr

Maître d'œuvre : EGIS

BEAUQUIER Mayeul - Ingénieur Chargé d'études - 07 85 87 43 66 / Mayeul.BEAUQUIER@egis-group.com

Objet du document : Présentation du plan d'accès au chantier, de déviation des usagers de la vélo route voie verte V63, du plan d'information et mesures d'accompagnement dans le cadre des travaux de restauration de la continuité écologique à la confluence du Canal du « Palluel » avec l'Isère sur la commune de Voreppe.

Ce document constitue une mise à jour (MAJ) suite aux échanges intervenus entre le SYMBHI et l'association ADTC- Se déplacer autrement.

Les compléments et modifications apparaissent en rouge dans le présent document.

ADTC – Se déplacer autrement – Se déplacer autrement (adtc-grenoble.org)

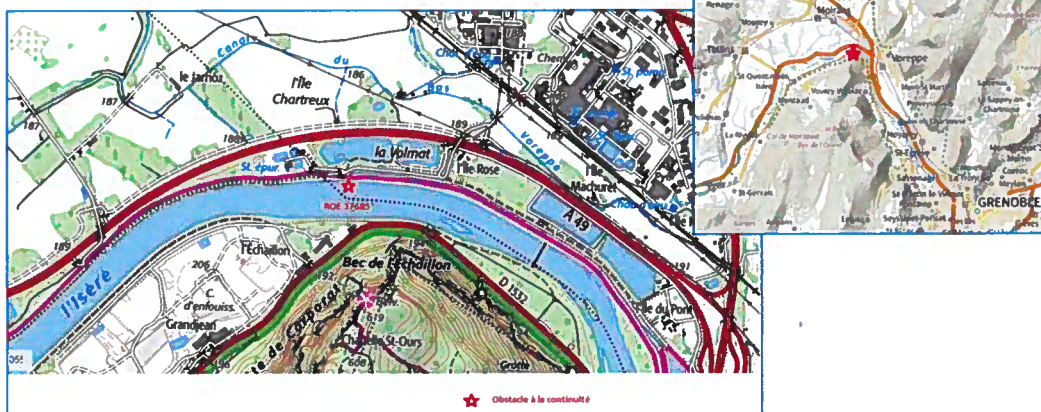
1. Rappel du projet et de ses objectifs :

A la confluence du canal du Palluel et de l'Isère située sur la commune de Voreppe, le passage à gué busé actuel, constitue un obstacle à la continuité écologique.

Cet ouvrage a été identifié dans le référentiel national des obstacles à l'écoulement (ROE) sous le n° ROE 37685.

Gestionnaire de l'ouvrage, le SYMBHI a engagé une opération visant à rétablir la continuité écologique avec pour objectifs :

- de rendre transparent le seuil pour le transport sédimentaire et franchissable pour la montaison et la dévalaison des espèces piscicoles,
- de reconnecter l'Isère avec un important linéaire du réseau hydrographique en amont de l'ouvrage dont le réservoir biologique RBioD00337.



L'Unité Territoriale « Voironnais » et le Pôle Ouvrages du SYMBHI sont en charge de l'animation et du suivi du projet.

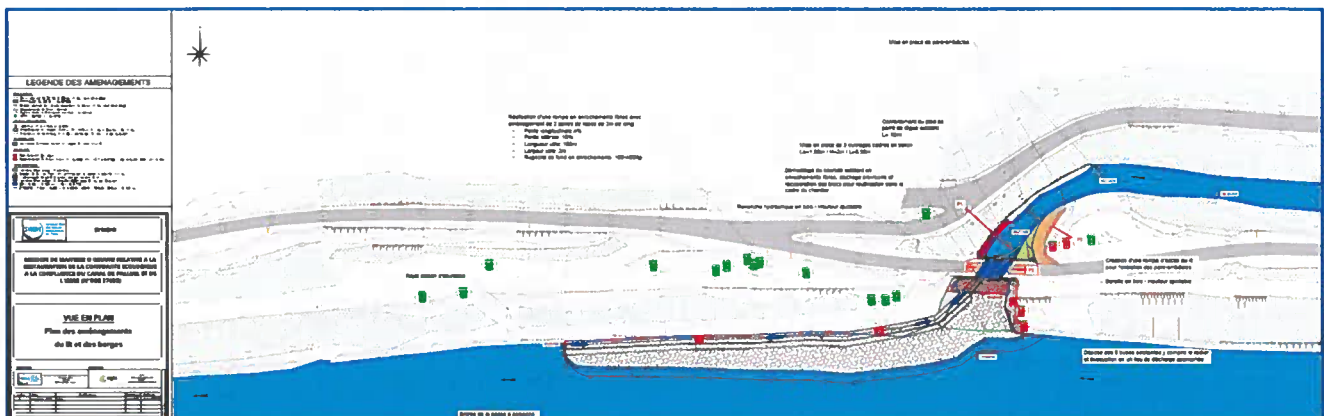
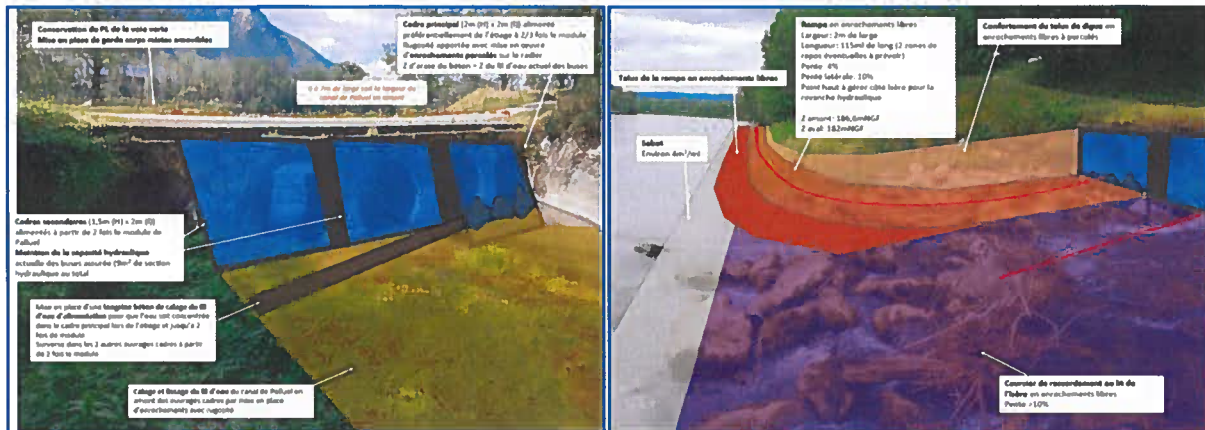
Une mission de maîtrise d'œuvre a été confiée par le SYMBHI au bureau d'études EGIS.

Cette opération doit concilier les impératifs liés à :

- **La restauration des milieux aquatiques**, conformément à la réglementation en vigueur et aux objectifs fixés par le SDAGE RMC (orientation fondamentale n°6 : « Préserver et redévelopper les fonctionnalités naturelles des bassins et milieux aquatiques »). L'exigence de la restauration écologique tient essentiellement dans le rétablissement de la continuité écologique (orientation fondamentale n°6A).
- **La préservation des enjeux humains et des usages** avec la pérennisation :
 - Des ouvrages de protection des biens et des personnes : digues de l'Isère et du canal de Palluel ;
 - De l'ouvrage de franchissement (piste exploitation de la digue, Véloroute Voie Verte Vallée de l'Isère V63).
- **La protection contre les crues** : l'opération projetée ne doit pas aggraver les risques d'inondation et ni diminuer les capacités hydrauliques des ouvrages routiers.

2. Scénario d'aménagement retenu :

Le scénario d'aménagement retenu par les membres du comité de pilotage (COPI) à l'issue de la restitution de la phase diagnostic (DIAG), développé en phase avant-projet (AVP) et défini en phase projet (PRO) consiste au remplacement des buses existantes par des dalots et l'aménagement à l'aval, d'une rampe en enrochement.



3. Durée et planning prévisionnel des travaux :

La durée estimative des travaux est de **3 mois** avec un **démarrage prévisionnel** fixé au **1^{er} mars 2023** sous réserve de conditions hydro-climatiques favorables.

Les travaux (10 semaines maximums à compter de l'OS) devraient se dérouler du 21/04 au 30/06.

4. Volume et acheminement des matériaux :

Le **volume total de matériaux** pour la réalisation de cette opération est d'environ **9000 m³** :

- Aménagement de la rampe en enrochement composée de blocs 100/400 kg : 2000 m³
- Mise en œuvre d'un batardeau en matériaux d'apport crus type 0/400mm puis évacuation : 7000 m³ (2 x 3500 m³)

Ces matériaux seront transportés par **camion 8 X 4** d'un volume de **10 m³**.

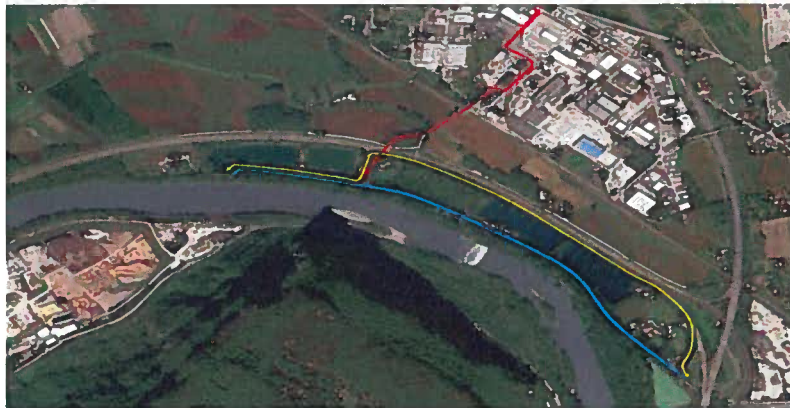
L'approvisionnement se fera par **rotation** avec un transit allant de **7 à 10 camions / jour** pendant **5 semaines** (5 jours ouvrés) à **35 à 50 camions / jour** pendant **4 autres semaines** (5 jours ouvrés).

5. Accès à la zone de travaux :

Plusieurs accès pour rejoindre la zone de travaux (et la base vie) ont été envisagés depuis le pont de la Roize :

- Itinéraire 1 : via la route du « chemin de l'Île du Pont » ;

- Itinéraire 2 : via la zone d'activités Centr'Alp en franchissant l'A49 puis la route du « chemin des communes » ;
- Itinéraire 3 : via le chemin d'exploitation de la digue sur laquelle circule la vélo route voie verte V63.



Itinéraires possibles pour l'accès à l'emprise travaux



Emprises pour le stockage de matériaux et la base vie

6. Plan de circulation de chantier, de déviation des usagers de la V63 et mesures d'accompagnement :

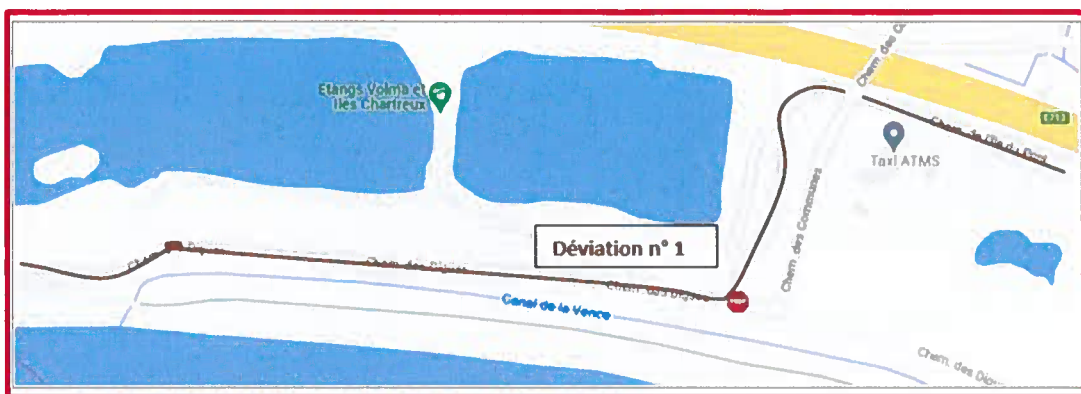
En raison d'une part des travaux en cours sur la station d'épuration (STEP) Aquantis, qui se poursuivront durant les travaux à la confluence du canal du Palluel/Isère et d'autre part en raison de la nécessité d'interdire la circulation sur la vélo route voie verte V63 entre la zone travaux et la passerelle de raccordement au droit de la plage de dépôt de la Roize durant les travaux, il est défini en concertation avec les services de la CAPV, du Département, de la commune de Voreppe et du SYMBHI :

- Un **plan de circulation** pour l'accès au chantier du SYMBHI ;
- Une **déviations des usagers (cyclistes et piétons) de la vélo route voie verte V63** ;
- Les **mesures d'information, techniques et réglementaires d'accompagnement**.

6.1 Accès chantier

L'accès au chantier du SYMBHI par les camions et divers engins de chantier des entreprises se fera **uniquement via la zone d'activités Centr'Alp puis la route du « Chemin des communes »** suivant le plan ci-dessous (Figure 1).

Une signalisation verticale et horizontale (au sol) de STOP sera mise en place pour les camions/véhicules arrivant de Centr'Alp (route du « Chemin des Communes) à l'intersection avec la déviation n° 1.



6.2 Déviation des usagers de la vélo route voie verte V63

Suivant le plan ci-dessous :

- **Pour les vélos de route** : une déviation sera mise en place via la route du "Chemin de l'île du Pont". Au vu de la largeur de la voie communale, il n'est pas prévu de matérialiser des bandes cyclables. **Cette déviation porte le numéro 1.**
- **Pour les piétons, VTC et VTT** : une déviation sera mise en place via le **chemin de digue** (rive droite du canal).

Cette déviation porte le numéro 2.

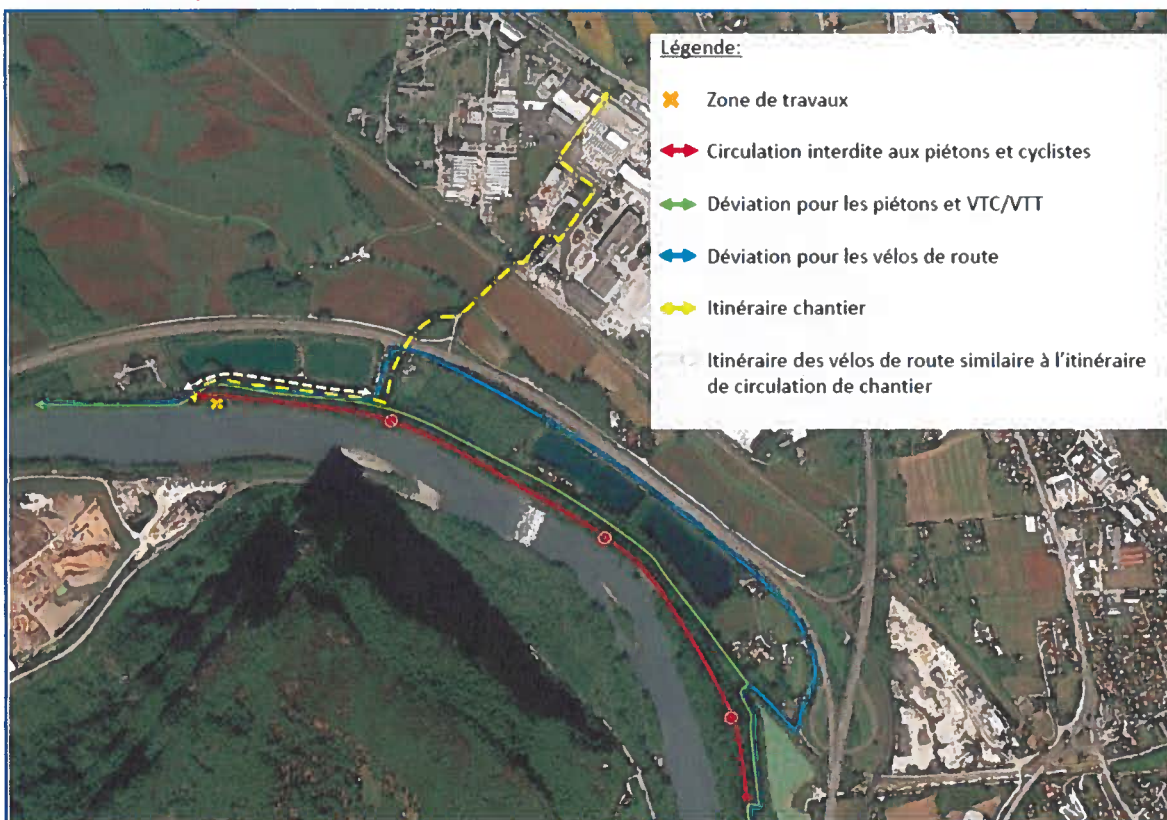
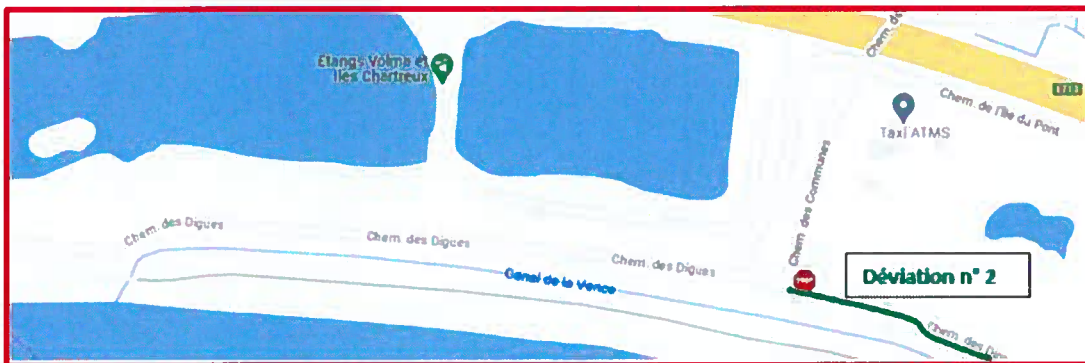


Figure 1 : Plan de circulation et de déviation

Une signalisation verticale et horizontale (au sol) de STOP sera mise en place à l'intersection de la déviation n°2 avec la route du « Chemin des communes ».



6. 3 Mesures d'accompagnement

Le SYMBHI mettra en place selon les figures 2 et 3 ci-dessous les dispositifs et la signalétique suivante :

- Des **panneaux d'information** accompagnés du plan de déviation aux différents points d'entrée/sortie de la vélo route voie verte V63 :
 - ✓ Pont de Saint Quentin sur Isère/Tullins ;
 - ✓ Accès Mayoussard ;
 - ✓ Passage supérieur autoroute ;
 - ✓ Au droit du chantier ;
 - ✓ Pont A 48 ;
 - ✓ Pont de Veurey.

Restauration de la continuité écologique à la confluence du Canal du Palluel et de l'Isère

Vélo voie verte V63 coupée en raison de l'aménagement de l'ouvrage de franchissement du Canal du Palluel

Passage interdit pour les cyclistes et piétons durant le chantier

Suivre Déviation 1 pour piétons/VTT (2,1 km)
Suivre Déviation 2 pour vélos de route (3,4 km)







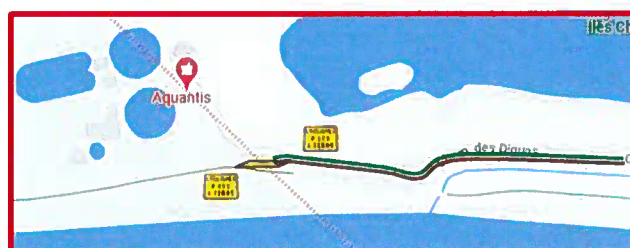
Syndicat Mixte des Bassins Hydrauliques de l'Isère

Merci de votre compréhension

Ci-dessous les 6 panneaux d'information qui seront installés.

Une rampe sera aménagée entre la vélo route V63 et la voirie d'accès à la station d'épuration Aquantis au droit de la zone chantier de la station d'épuration.

Les cyclistes devront mettre pieds à terre pour se raccorder à la voie communale ou à la vélo route V63 selon leur arrivée depuis Grenoble/Voreppe ou Tullins/Moirans.



Travaux de restauration de la continuité écologique à la confluence du Canal du Palluel et de l'Isère

CYCLISTES PIEDS A TERRE

TRAVAUX

Voie verte coupée pour l'aménagement d'un ouvrage

Passage impossible pour les cyclistes et les piétons durant les travaux du au 2023

Direction Grenoble :

- Vélo de route : Suivre Déviation n°1 (3,2 km) ①
- VTT/Piétons : Suivre Déviation n°2 (2,1 km) ②

SYMBHI

Travaux de restauration de la continuité écologique à la confluence du Canal du Palluel et de l'Isère

CYCLISTES PIEDS A TERRE

TRAVAUX

Voie verte coupée pour l'aménagement d'un ouvrage

Passage impossible pour les cyclistes et les piétons durant les travaux du au 2023

Direction Grenoble :

- Vélo de route : Suivre Déviation n°1 (3,2 km) ①
- VTT/Piétons : Suivre Déviation n°2 (2,1 km) ②

SYMBHI

Travaux de restauration de la continuité écologique à la confluence du Canal du Palluel et de l'Isère

CYCLISTES PIEDS A TERRE

TRAVAUX

Voie verte coupée pour l'aménagement d'un ouvrage

Passage impossible pour les cyclistes et les piétons durant les travaux du au 2023

Direction Grenoble :

- Vélo de route : Suivre Déviation n°1 (3,2 km) ①
- VTT/Piétons : Suivre Déviation n°2 (2,1 km) ②

SYMBHI

Travaux de restauration de la continuité écologique à la confluence du Canal du Palluel et de l'Isère

CYCLISTES PIEDS A TERRE

TRAVAUX

Voie verte coupée pour l'aménagement d'un ouvrage

Passage impossible pour les cyclistes et les piétons durant les travaux du au 2023

Direction Grenoble :

- Vélo de route : Suivre Déviation n°1 (2,7 km) ①
- VTT/Piétons : Suivre Déviation n°2 (1,6 km) ②

SYMBHI

Travaux de restauration de la continuité écologique à la confluence du Canal du Palluel et de l'Isère

CYCLISTES PIEDS A TERRE

TRAVAUX

Voie verte coupée pour l'aménagement d'un ouvrage

Passage impossible pour les cyclistes et les piétons durant les travaux du au 2023

Direction Moirans-Tullins :

- Vélo de route : Suivre Déviation n°1 (3,2 km) ①
- VTT/Piétons : Suivre Déviation n°2 (2,1 km) ②

SYMBHI

Travaux de restauration de la continuité écologique à la confluence du Canal du Palluel et de l'Isère

CYCLISTES PIEDS A TERRE

TRAVAUX

Voie verte coupée pour l'aménagement d'un ouvrage

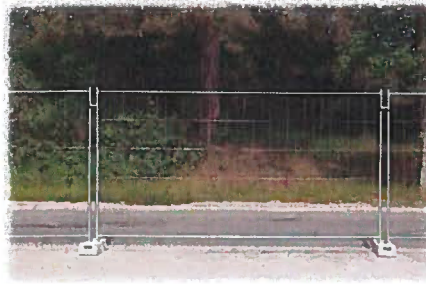
Passage impossible pour les cyclistes et les piétons durant les travaux du au 2023

Direction Moirans-Tullins :

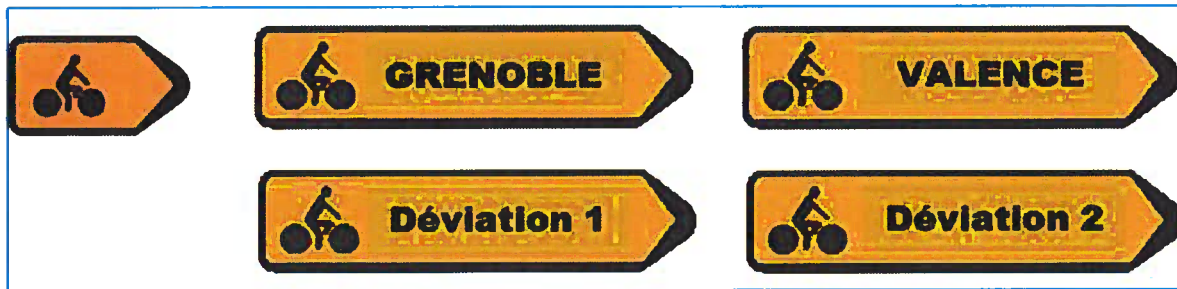
- Vélo de route : Suivre Déviation n°1 (3,2 km) ①
- VTT/Piétons : Suivre Déviation n°2 (2,1 km) ②

SYMBHI

- Des **barrières Héras** de fermeture de la voie verte au niveau de la passerelle au droit de la plage de dépôt de la Roize et à l'aval immédiat de la zone de chantier afin d'empêcher toute intrusion de piétons / cycles sur la voie verte fermée ;



- Des **panneaux directionnels** pour jalonner la déviation de la véloroute (panneau type KD21 dans les 2 sens de circulation à chaque intersection) ;



- Des **panneaux de signalisation** « Attention chantier » , « Circulation d'engins », une centaine de mètres avant les travaux, avec les panneaux de déviation au droit des barrières Héras ;
- Des **panneaux de communication** « Présence de cyclistes » pour les automobilistes et entreprises le long des voies communales "Chemin de l'île du Pont" et « Chemin des communes » (1 par sens de circulation aux extrémités et 1 intermédiaire dans les 2 sens de circulation) ;



Panneau en akilux de dimension 1x1.50m

- Des **panneaux temporaires d'interdiction** de rouler à une vitesse supérieure à 30 km/h pour les engins de chantier et les automobilistes.



Il sera demandé à la commune de Voreppe dans le cadre de l'autorisation de circulation sur la voirie communale de réduire la vitesse de 30 km/h à 20 km/h sur la route du « Chemin des communes » et la route du « Chemin de l'île du Pont ».

NB : il n'est pas prévu de marquage au sol pour matérialiser temporairement des bandes cyclables sur la voie communale « Chemin de l'île du Pont » utilisée comme déviation pour les vélos de route pendant les travaux du SYMBHI.

Le long de la déviation n° 1 (route du « Chemin de l'île du Pont ») sera mise en place une signalétique au sol (dans les 2 sens de circulation) constituée par un double chevron associé à la figurine vélo.



Ce marquage au sol sera en jaune et sera réalisé environ tous les 100 m ainsi qu'au niveau des différentes intersections/traversées de chaussée.

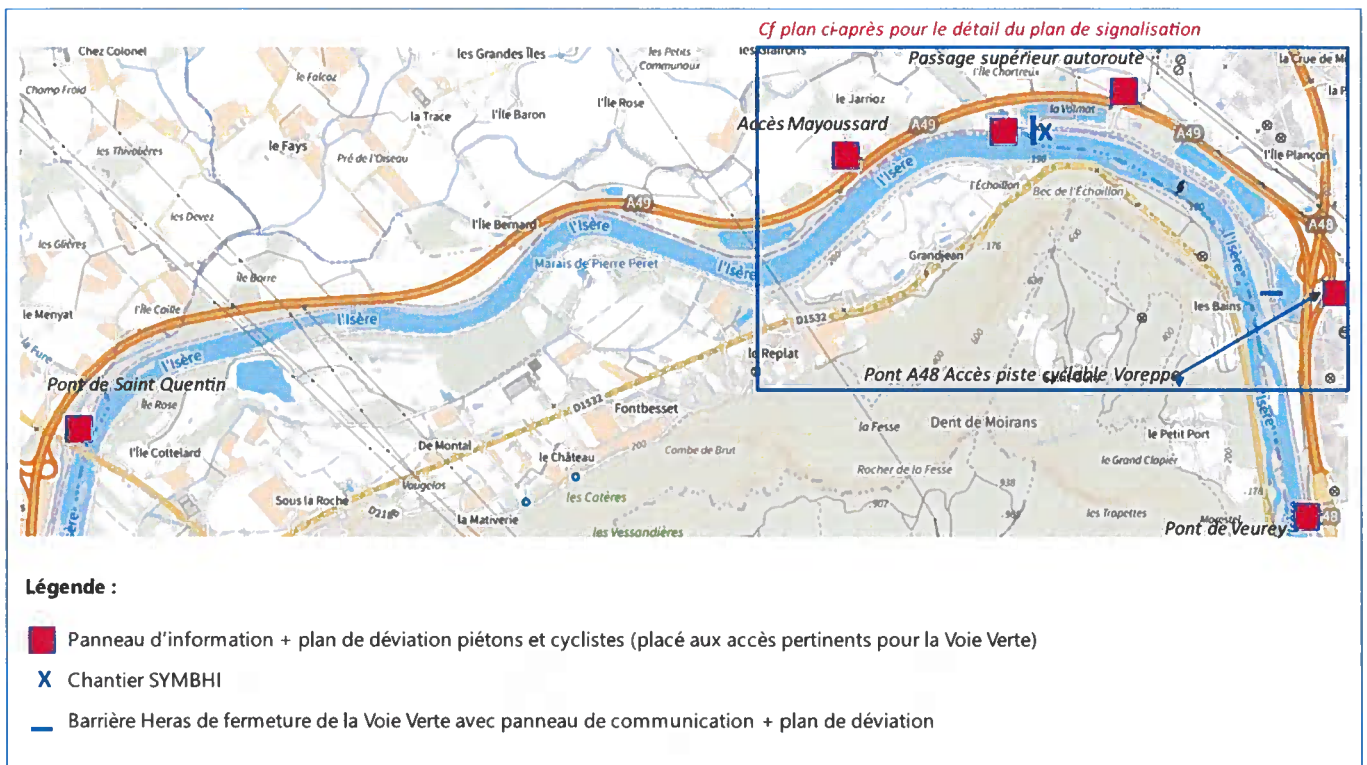


Figure 2

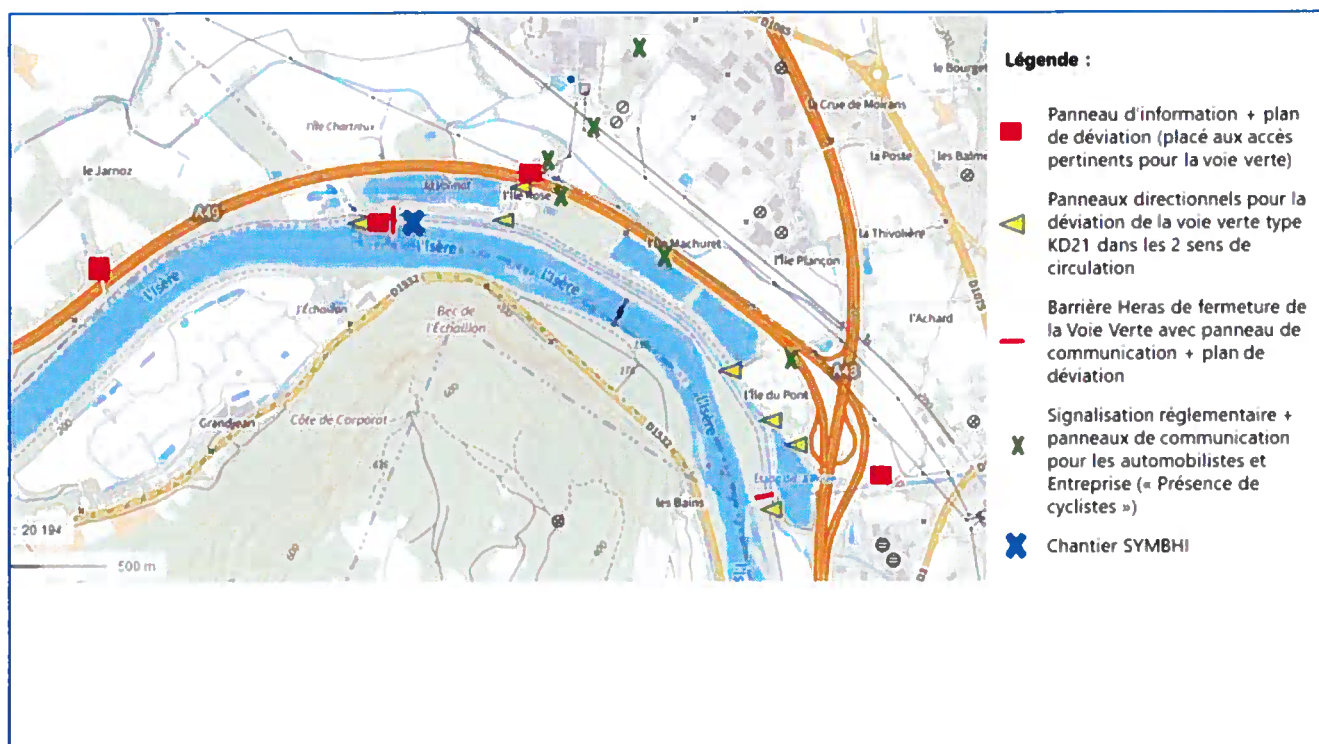


Figure 3

Le SYMBHI indiquera au DCE et rappellera à l'entreprise qui sera retenue, les différentes **contraintes à prendre en compte et consignes à respecter** : accès chantier, limitation de vitesse, sécurité/prévention vis à vis de la co-activité du chantier de la STEP Aquantis et des usagers cyclistes ou piétons, ...

Le SYMBHI communiquera auprès des communes voisines (Tullins, Moirans, Veurey Voroize...), des EPCI (CAPV, GAM), du Département, des associations de cyclistes et d'usagers des mobilités douces (AF3V...), sur le tronçon de la vélo route voie verte V63 interdit à la circulation durant les travaux, les déviations mises en place et l'objet des travaux à l'origine de la gêne temporaire occasionnée aux usagers.

Un **arrêté municipal de circulation** sera pris par la commune de Voreppe pour limiter la vitesse à **30 km/h à 20 km/h** sur les voiries communales desservant le chantier et l'itinéraire de déviation.

Un **arrêté d'interdiction de circulation** sera pris par le Département sur le tronçon de la vélo route voie verte V63.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté N°2023-33694

Direction territoriale de la Bièvre
service aménagement

**portant réglementation de la circulation
sur la RD 37 du PR 2+0250 au PR 4+0597 (Faramans, Pommier-de-Beaurepaire et
Bossieu) situés hors agglomération**

Le Président du Département de l'Isère

- Vu** la demande en date du 30/10/2023 de l'entreprise COLAS pour le compte du Département de l'Isère
- Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 411-8
- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5
- Vu** le Code de la voirie routière
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;
- Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire
- VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle modifiée portant sur le même objet
- Vu** l'arrêté n°2020-30069 du 20 mars 2020 portant règlement de voirie départemental
- Vu** l'arrêté du Président du Département n°2021-6180 du 04/10/2021 portant délégation de signature

Considérant que les travaux de réfection de la voie nécessitent de réglementer la circulation selon les dispositions indiquées dans les articles suivants, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisé par l'entreprise COLAS pour le compte du Département de l'Isère

Arrête :

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- À compter du 13/11/2023 et jusqu'au 17/11/2023, sur la RD 37 du PR 2+0250 au PR 4+0597 (Faramans, Pommier-de-Beaurepaire et Bossieu) situés hors agglomération, la circulation de tous les véhicules est interdite de 07H30 à 18H00, y compris aux véhicules non motorisés et aux piétons.

Cette disposition ne s'applique toutefois pas aux véhicules de l'entreprise, quand la situation le permet.

- À compter du 13/11/2023 et jusqu'au 17/11/2023, une déviation est mise en place de 07H30 à 18H00 pour tous les véhicules. Cette déviation emprunte les voies suivantes : RD 51 du PR 35+0646 au PR 37+0990 (Bossieu et Pommier-de-Beaurepaire) situés hors agglomération et RD 156 du PR 0 au PR 2+0480 (Faramans et Bossieu) situés en et hors agglomération

Article 2

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Ils doivent être conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002).

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Le responsable de cette signalisation, Monsieur ARGOUD Jérémy est joignable au : 06.98.44.24.08

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 4

La Directrice générale des services du département de l'Isère,
Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère,
Le demandeur,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

Les communes impactées par la restriction Faramans, Pommier-de-Beaurepaire et Bossieu et celles impactées par la déviation Bossieu et Pommier-de-Beaurepaire

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Isère (SDIS 38)
Le Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU 38)

[REDACTED]

[REDACTED]

ANNEXES:
Arrêté temporaire

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

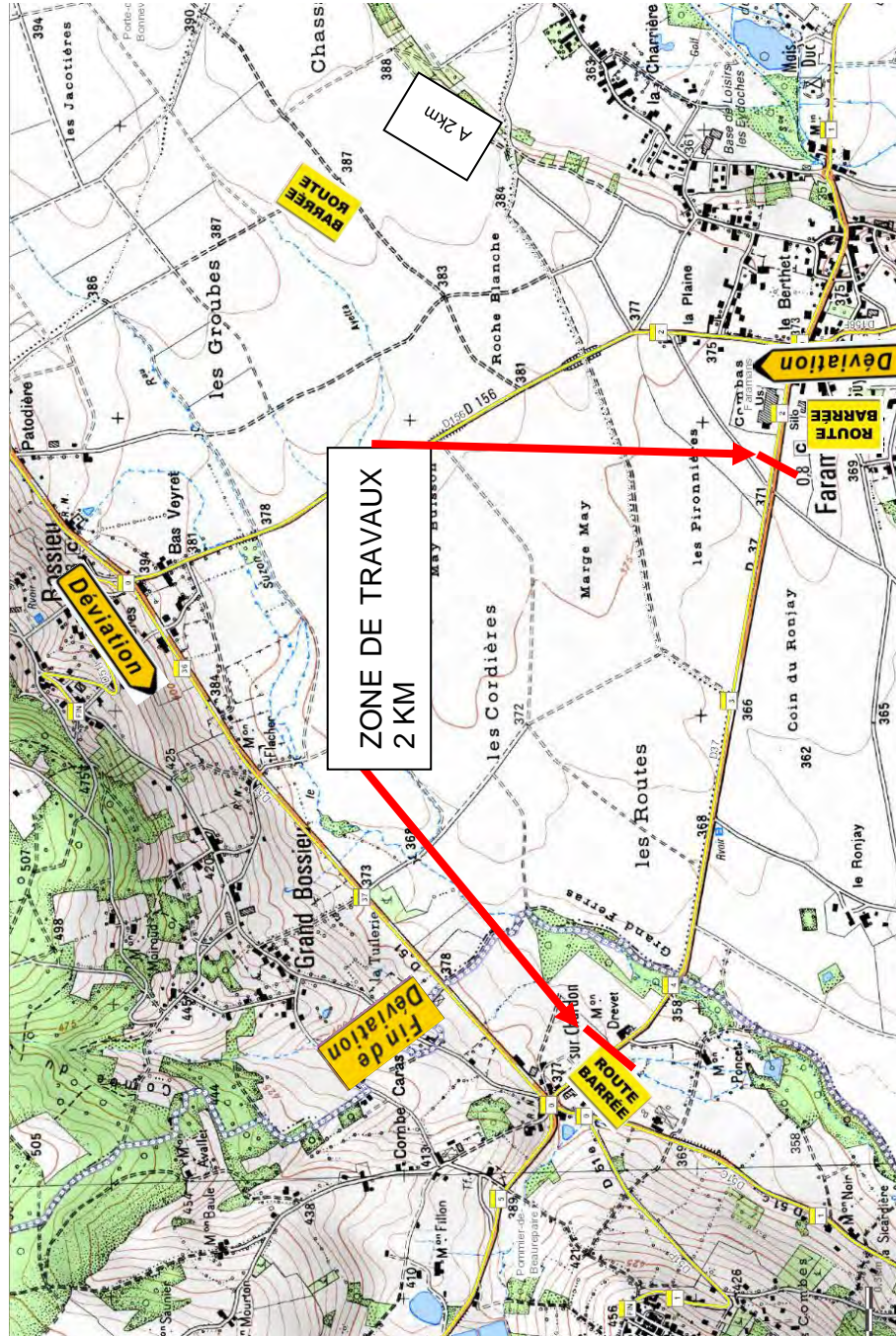
Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

[REDACTED]

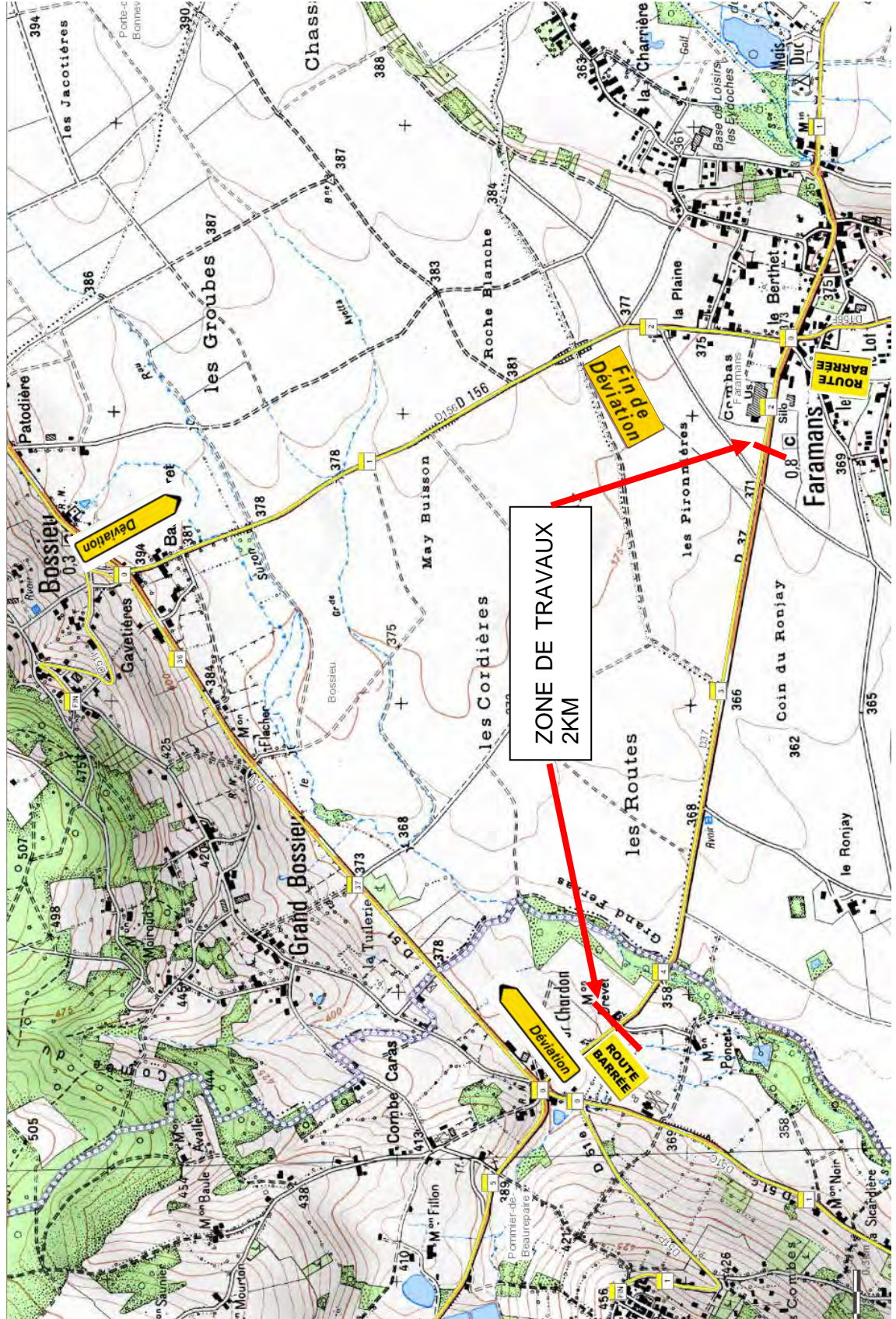
DEVIATION RD 37 PR 2+250 à 4+597

TRAVAUX EN JOURNÉE DU 2 AU 10 NOVEMBRE 2023

Déviaton sens Pommier de Beurepaire vers FARAMANS



Déviaton sens FARAMANS vers Pommier de beauraipa



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté N°2023-33697

Direction territoriale du Voironnais-Chartreuse
service aménagement

**portant réglementation de la circulation
sur la RD28 du PR 21+0770 au PR 21+0880 (Miribel-les-Echelles)
situés hors agglomération**

Le Président du Département de l'Isère

- Vu** la demande référencée MIRORCPC/ORC/001/15 en date du 30/10/2023 de l'entreprise SAS Gatel et les sous traitants pour le compte d'Orange.
- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5
- Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 411-8
- Vu** le Code de la voirie routière
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;
- Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription
- VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle modifiée portant sur le même objet
- Vu** l'arrêté n°2020-30069 du 20 mars 2020 portant règlement de voirie départemental
- Vu** l'arrêté du Président du Département n°2022-7328 du 14/11/2022 portant délégation de signature

Considérant que les travaux pour le changement de câbles sur un réseau existant nécessitent de réglementer la circulation selon les dispositions indiquées dans les articles suivants, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisé par l'entreprise SAS Gatel et les sous traitants pour le compte d'Orange.

Arrête :

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- À compter du 06/11/2023 et jusqu'au 10/11/2023, sur RD28 du PR 21+0770 au PR 21+0880 (Miribel-les-Echelles) situés hors agglomération, la circulation est alternée par feux ou K10 de 08h00 à 18h00, dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres.

Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au trafic et peut donc être réglé au choix, soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18 (cf fiches CF22, CF23 ou CF24 du volume 1 du manuel du chef de chantier).

De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats et notamment :

La vitesse est systématiquement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place. (cf art 126-A de l'IISR)

L'interdiction de dépasser est également instaurée (sur les sections sur lesquelles le dépassement est normalement autorisé)

Dès que possible, l'empiètement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier.

Article 2

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Ils doivent être conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002).

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Le responsable de cette signalisation, Mne LOPEZ Aurore est joignable au : 04.76.91.15.13

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de

l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 4

La Directrice générale des services du département de l'Isère,
Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère,
Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

La commune impactée par la restriction : Miribel-les-Echelles

[REDACTED]

[REDACTED]

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

[REDACTED]

Chantiers fixes

CF22

Alternat avec sens prioritaire

Circulation alternée
Route à 2 voies



Remarque(s) :

- Dispositif à n'utiliser qu'en cas de bonne visibilité réciproque et faible trafic.
- Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.



Remarque(s) :

- Dispositif applicable uniquement de jour et sous certaines conditions : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.

- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et KC 1.

Chantiers fixes

CF24

Alternat par signaux tricolores

Circulation alternée
Route à 2 voies



Remarque(s) :

- Schéma à appliquer notamment lorsque l'alternat doit être maintenu de nuit, en absence de visibilité réciproque.
- Pour le réglage des signaux tricolores : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.
- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et AK 17.

Circulation alternée Au droit du carrefour



Remarque(s) :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté N°2023-33700

Direction territoriale Haut-Rhône Dauphinois
service aménagement

**portant réglementation du stationnement et de la circulation
sur la RD1075 du PR 2+0719 au PR 3+0175 (Porcieu-Amblagnieu et Vertrieu)
situés hors agglomération**

Le Président du Département de l'Isère

- Vu** la demande de Carrière Morel
- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5
- Vu** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R.417-10
- Vu** le Code de la voirie routière
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;
- Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription
- VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle modifiée portant sur le même objet
- Vu** l'arrêté n°2020-30069 du 20 mars 2020 portant règlement de voirie départemental
- Vu** l'arrêté du Président du Département n°2021-3906 du 01/07/2021 portant délégation de signature

Considérant que les travaux de curage de fossé nécessitent de réglementer la circulation selon les dispositions indiquées dans les articles suivants, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisé par l'entreprise Carrière Morel

Arrête :

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- À compter du 02/11/2023 et jusqu'au 30/11/2023, sur RD1075 du PR 2+0719 au PR 3+0175 (Porcieu-Amblagnieu et Vertrieu) situés hors agglomération, la

circulation est alternée par feux, dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres.

Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au trafic et peut donc être réglé au choix, soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18 (cf fiches CF22, CF23 ou CF24 du volume 1 du manuel du chef de chantier).

De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats et notamment :

La vitesse est systématiquement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place. (cf art 126-A de l'IISR)

L'interdiction de dépasser est également instaurée (sur les sections sur lesquelles le dépassement est normalement autorisé)

Dès que possible, l'empiètement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier.

- À compter du 02/11/2023 et jusqu'au 30/11/2023, sur RD1075 du PR 2+0719 au PR 3+0175 (Porcieu-Amblagnieu et Vertrieu) situés hors agglomération, le stationnement bilatéral sur l'accotement des véhicules est interdit en permanence, pendant la période indiquée dans l'arrêté.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route.

Article 2

Si la période prévisionnelle des travaux intègre des jours hors chantier, selon la circulaire n°96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier, les travaux ne devront pas entraîner de réduction de capacité du trafic routier habituel.

Article 3

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Ils doivent être conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002).

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Le responsable de cette signalisation, Entreprise Morel est joignable au : 06.09.37.39.17

Article 4

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5

La Directrice générale des services du département de l'Isère,
Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère,
Le demandeur,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

Les communes impactées par la restriction Porcieu-Amblagnieu et Vertrieu
La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)

[REDACTED]

[REDACTED]

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

[REDACTED]

Chantiers fixes

CF22

Alternat avec sens prioritaire

Circulation alternée
Route à 2 voies



Remarque(s) :

- Dispositif à n'utiliser qu'en cas de bonne visibilité réciproque et faible trafic.
- Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.



Remarque(s) :

- Dispositif applicable uniquement de jour et sous certaines conditions : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.

- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et KC 1.

Alternat par signaux tricolores

Circulation alternée Route à 2 voies



Remarque(s) :

- Schéma à appliquer notamment lorsque l'alternat doit être maintenu de nuit, en absence de visibilité réciproque.
- Pour le réglage des signaux tricolores : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.
- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et AK 17.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté N°2023-33701

Direction territoriale de la Bièvre
service aménagement

**portant réglementation de la circulation
sur la RD 154 du PR 17+0020 au PR 17+0140 (Saint-Geoirs) situés hors
agglomération**

Le Président du Département de l'Isère

- Vu** la demande en date du 30/10/2023 de l'entreprise EIFFAGE ENERGIE pour le compte d'ENEDIS
- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5
- Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 411-8
- Vu** le Code de la voirie routière
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;
- Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription
- VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle modifiée portant sur le même objet
- Vu** l'arrêté n°2020-30069 du 20 mars 2020 portant règlement de voirie départemental
- Vu** l'arrêté du Président du Département n°2021-6180 du 04/10/2021 portant délégation de signature

Considérant que les travaux de remplacement d'un support d'un réseau d'électricité à l'identique (en lieu et en place) nécessitent de réglementer la circulation selon les dispositions indiquées dans les articles suivants, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisé par l'entreprise EIFFAGE ENERGIE pour le compte d'ENEDIS

Arrête :

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- À compter du 31/10/2023 et jusqu'au 03/11/2023, sur la RD 154 du PR 17+0020 au PR 17+0140 (Saint-Geoirs) situés hors agglomération, la circulation est alternée par feux de 07h30 à 17h30, dès lors que l'empiétement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres.

Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au trafic et peut donc être réglé au choix, soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18 (cf fiches CF22, CF23 ou CF24 du volume 1 du manuel du chef de chantier).

De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats et notamment :

La vitesse est systématiquement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place. (cf art 126-A de l'IISR)

L'interdiction de dépasser est également instaurée (sur les sections sur lesquelles le dépassement est normalement autorisé)

Dès que possible, l'empiétement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier.

Article 2

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Ils doivent être conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002).

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Le responsable de cette signalisation, Monsieur Bruno BURCEAU est joignable au : 06.85.71.68.05

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 4

La Directrice générale des services du département de l'Isère,
Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère,
Le demandeur,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise au service destinataire suivant :

La commune impactée par la restriction Saint-Geoirs

[REDACTED]

[REDACTED]

ANNEXES:
Arrêté temporaire
CF22
CF23
CF24

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

[REDACTED]

2- A titre indicatif et sauf mention expresse, les ouvrages souterrains ont été construits à une profondeur moyenne de 0,50 m sous trottoir ou accotement et de 0,85 m sous chaussée. Toutefois, des contraintes de construction et des opérations éventuelles de décaissement ou de remblaiement survenues depuis la pose de l'ouvrage, ont pu modifier la profondeur d'enfouissement d'un ouvrage construit selon ces règles.

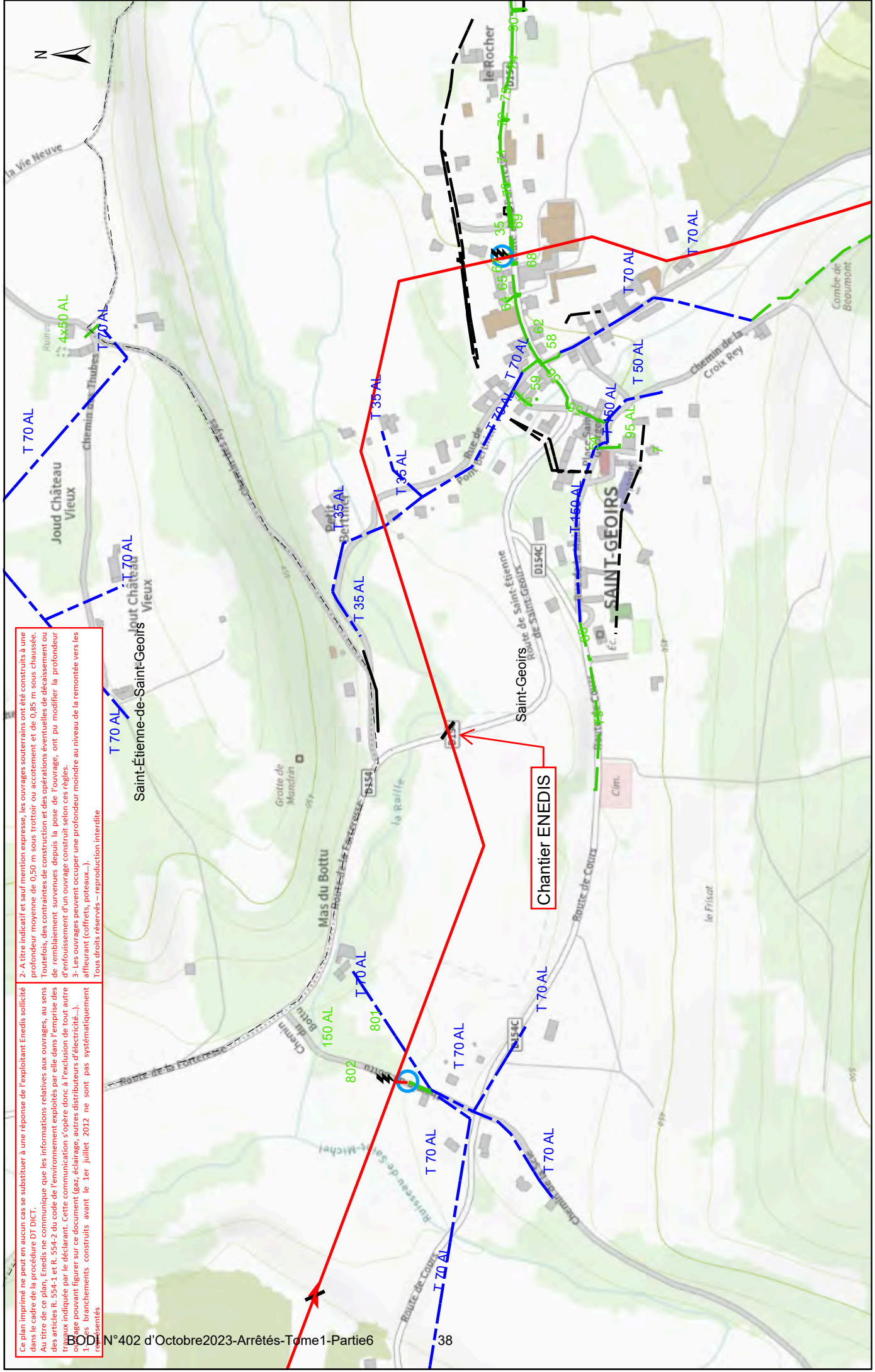
3- Les ouvrages peuvent occuper une profondeur moindre au niveau de la remontée vers les affluents (coffrets, poteaux...).

Tous droits réservés - reproduction interdite

Ce plan imprimé ne peut en aucun cas se substituer à une réponse de l'exploitant Enedis sollicité dans le cadre de la procédure DT DICT.

Au titre de ce plan, Enedis ne communique que les informations relatives aux ouvrages, au sens des articles R. 554-1 et R. 554-2 du code de l'environnement exploités par elle dans l'emprise des travaux indiqués par le déclarant. Cette communication s'opère donc à l'exclusion de tout autre ouvrage pouvant figurer sur ce document (gaz, éclairage, autres distributeurs d'électricité...).

1- Les branchements construits avant le 1er juillet 2012 ne sont pas systématiquement représentés



Chantiers fixes

CF22

Alternat avec sens prioritaire

Circulation alternée
Route à 2 voies



Remarque(s) :

- Dispositif à n'utiliser qu'en cas de bonne visibilité réciproque et faible trafic.
- Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.



Remarque(s) :

- Dispositif applicable uniquement de jour et sous certaines conditions : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.

- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et KC 1.

Chantiers fixes

CF24

Alternat par signaux tricolores

Circulation alternée
Route à 2 voies



Remarque(s) :

- Schéma à appliquer notamment lorsque l'alternat doit être maintenu de nuit, en absence de visibilité réciproque.
- Pour le réglage des signaux tricolores : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.
- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et AK 17.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté N°2023-33703

Direction territoriale de la matheysine
service aménagement

**portant réglementation de la circulation
sur la RD117 du PR 14+0400 au PR 14+0690 (Valjouffrey) situés hors
agglomération**

Le Président du Département de l'Isère

- Vu** la demande de Bertini TP
- Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 411-8
- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5
- Vu** le Code de la voirie routière
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;
- Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription
- VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle modifiée portant sur le même objet
- Vu** l'arrêté n°2020-30069 du 20 mars 2020 portant règlement de voirie départemental
- Vu** l'arrêté du Président du Département n°2021-8883 du 03/01/2022 portant délégation de signature
- Vu** l'arrêté portant autorisation de voirie n°2023-33378 en date du 18/10/2023

Considérant que les travaux de création de réseaux humides et secs nécessitent de réglementer la circulation selon les dispositions indiquées dans les articles suivants, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisé par l'entreprise Bertini TP

Arrête :

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- À compter du 13/11/2023 et jusqu'au 16/02/2024, sur RD117 du PR 14+0400 au

PR 14+0690 (Valjouffrey) situés hors agglomération, la circulation est alternée par feux, B15+C18 et K10, dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres.

Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au trafic et peut donc être réglé au choix, soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18 (cf fiches CF22, CF23 ou CF24 du volume 1 du manuel du chef de chantier).

De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats et notamment :

La vitesse est systématiquement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place. (cf art 126-A de l'IISR)

L'interdiction de dépasser est également instaurée (sur les sections sur lesquelles le dépassement est normalement autorisé)

Dès que possible, l'empiètement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier.

- À compter du 13/11/2023 et jusqu'au 16/02/2024, sur RD117 du PR 14+0400 au PR 14+0690 (Valjouffrey) situés hors agglomération, l'empiètement sur la chaussée au droit de la zone concernée occasionne un rétrécissement de la voie de circulation et la mise en place d'une limitation de vitesse.

Cependant, cet empiètement ne nécessite pas la mise en place d'un alternat de circulation.

Le dépassement est interdit dans les deux sens de circulation.

Article 2

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Ils doivent être conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002).

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Le responsable de cette signalisation, M Luc Bertini est joignable au : 0684750996

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 4

La Directrice générale des services du département de l'Isère,
Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère,
Le demandeur,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

La commune impactée par la restriction Valjouffrey

[REDACTED]

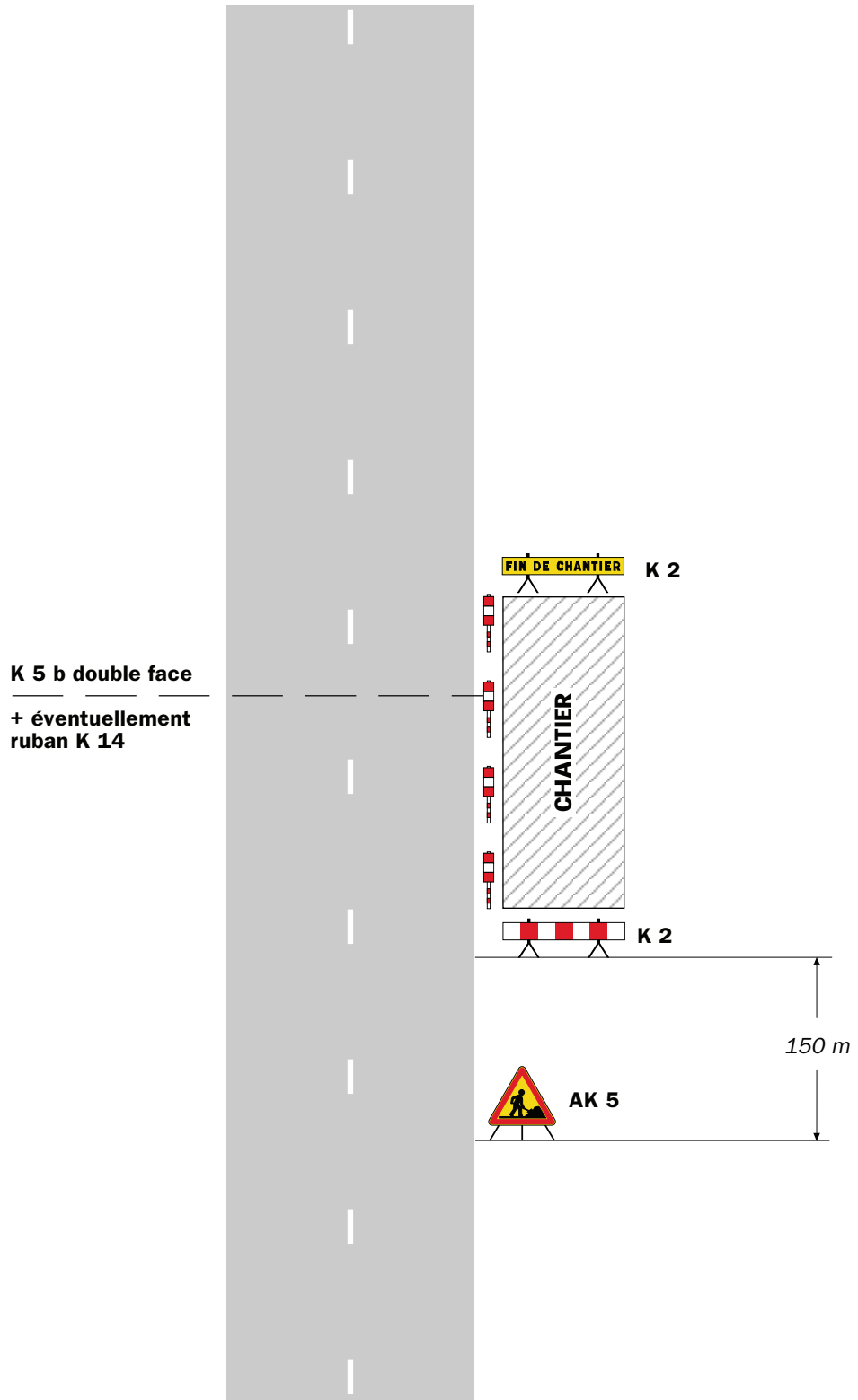
[REDACTED]

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

[REDACTED]

Sur accotement



Remarque(s) :

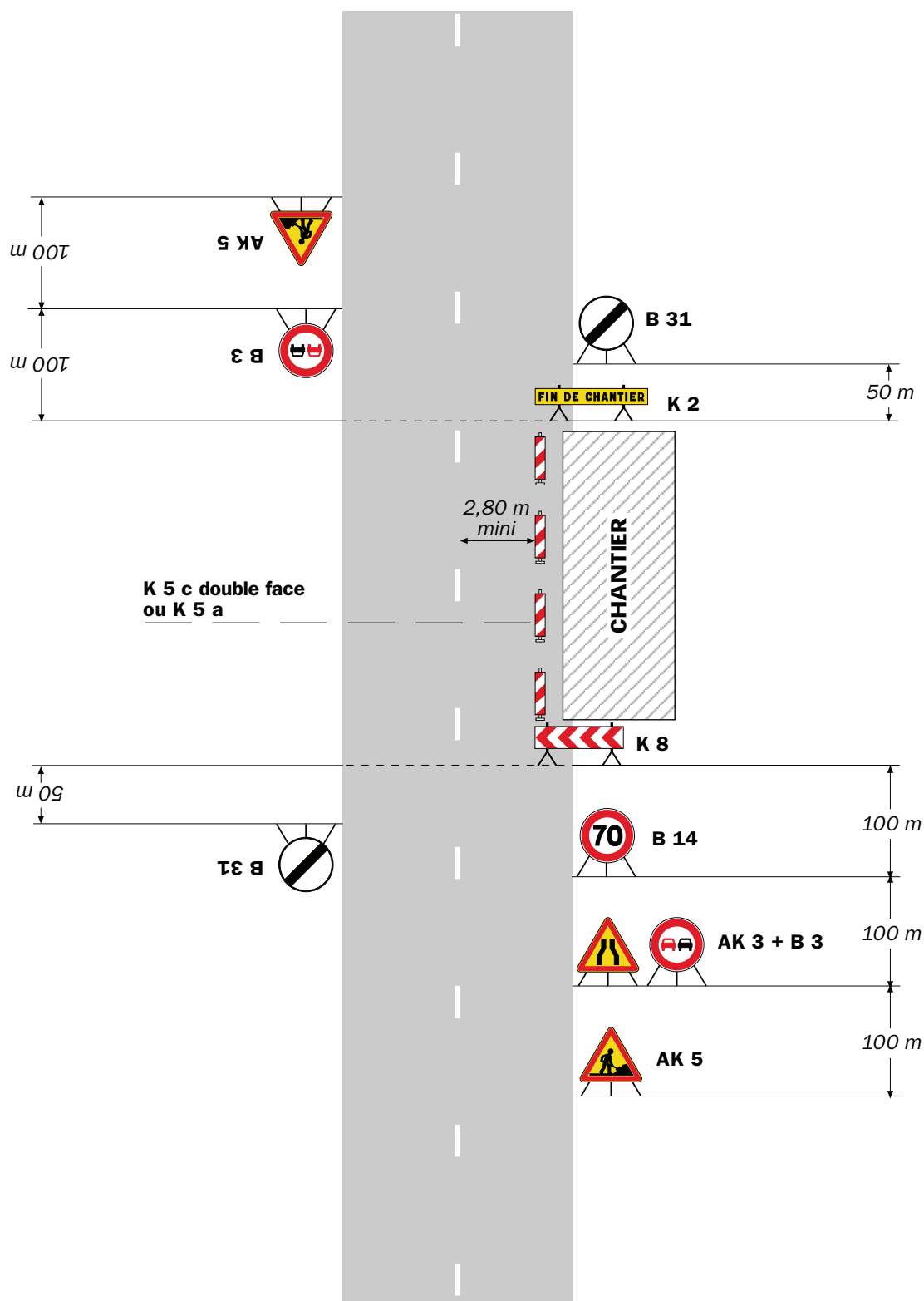
- Si la largeur de l'accotement est insuffisante employer des K 5 b en lieu et place des K 2.
- Le panneau AK 5 doit être enlevé en période d'inactivité du chantier.
- Le dispositif est identique quel que soit le nombre de voies.

Chantiers fixes

CF12

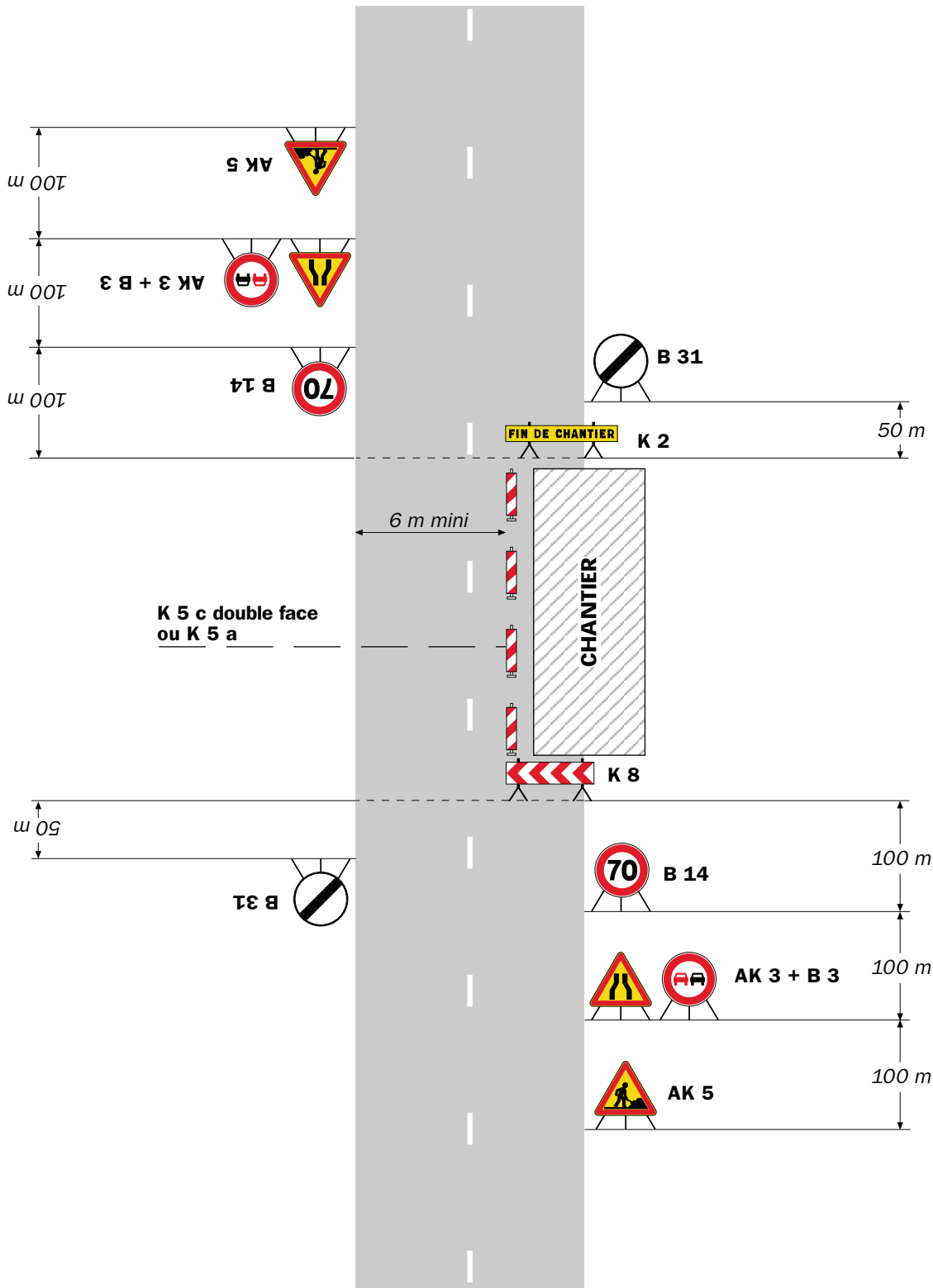
Léger empiétement

Circulation à double sens
Route à 2 voies



Remarque(s) :

- La signalisation de prescription, notamment la limitation de vitesse, peut éventuellement être supprimée si l'empiétement est très faible.



Remarque(s) :

- L'empiétement du chantier impose un déport de trajectoire notable pouvant chevaucher l'axe de la chaussée. Il permet cependant le croisement des véhicules dans des conditions de sécurité acceptables.

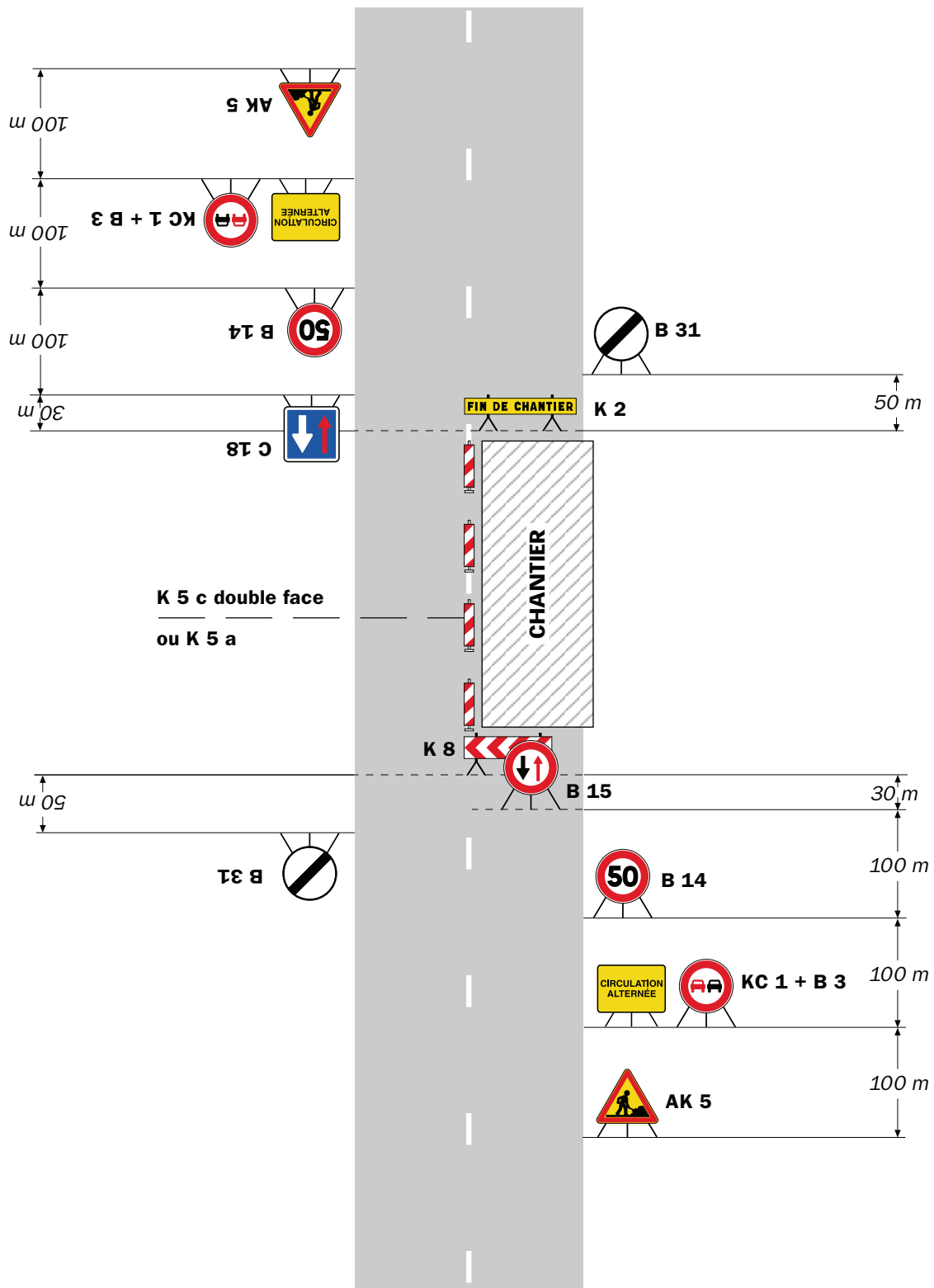
- Un marquage de délimitation des deux voies ouvertes au droit du chantier peut être utile sur un chantier de longue durée ou si sa longueur dépasse 500 m.

Chantiers fixes

CF22

Alternat avec sens prioritaire

Circulation alternée
Route à 2 voies



Remarque(s) :

- Dispositif à n'utiliser qu'en cas de bonne visibilité réciproque et faible trafic.
- Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.



Remarque(s) :

- Dispositif applicable uniquement de jour et sous certaines conditions : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.

- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et KC 1.

Chantiers fixes

CF24

Alternat par signaux tricolores

Circulation alternée
Route à 2 voies



Remarque(s) :

- Schéma à appliquer notamment lorsque l'alternat doit être maintenu de nuit, en absence de visibilité réciproque.
- Pour le réglage des signaux tricolores : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.
- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et AK 17.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté N°2023-33704

Direction territoriale Haut-Rhône Dauphinois
service aménagement

**portant réglementation de la circulation
sur la RD40 du PR 15+0885 au PR 15+0925 (Les Avenières Veyrins-Thuellin) situés
hors agglomération**

Le Président du Département de l'Isère

- Vu** la demande de SAS Gatel
- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5
- Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 411-8
- Vu** le Code de la voirie routière
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;
- Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription
- VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle modifiée portant sur le même objet
- Vu** l'arrêté n°2020-30069 du 20 mars 2020 portant règlement de voirie départemental
- Vu** l'arrêté du Président du Département n°2021-3906 du 01/07/2021 portant délégation de signature
- Vu** l'arrêté portant autorisation de voirie n°2023-33702 en date du 30/10/2023

Considérant que les travaux de réparation de réseau télécom nécessitent de réglementer la circulation selon les dispositions indiquées dans les articles suivants, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisé par l'entreprise SAS Gatel

Arrête :

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- À compter du 17/11/2023 et jusqu'au 24/11/2023, sur RD40 du PR 15+0885 au

PR 15+0925 (Les Avenières Veyrins-Thuellin) situés hors agglomération, la circulation est alternée par feux ou B15+C18, dès lors que l'empiétement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres.

Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au trafic et peut donc être réglé au choix, soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18 (cf fiches CF22, CF23 ou CF24 du volume 1 du manuel du chef de chantier).

De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats et notamment :

La vitesse est systématiquement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place. (cf art 126-A de l'IISR)

L'interdiction de dépasser est également instaurée (sur les sections sur lesquelles le dépassement est normalement autorisé)

Dès que possible, l'empiétement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier.

Article 2

Si la période prévisionnelle des travaux intègre des jours hors chantier, selon la circulaire n°96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier, les travaux ne devront pas entraîner de réduction de capacité du trafic routier habituel.

Article 3

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Ils doivent être conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002).

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Le responsable de cette signalisation, SAS GATEL est joignable au : 06.02.09.42.15

Article 4

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5

La Directrice générale des services du département de l'Isère,
Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère,
Le demandeur,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

La commune impactée par la restriction Les Avenières Veyrins-Thuellin

[REDACTED]

[REDACTED]

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

[REDACTED]

Chantiers fixes

CF22

Alternat avec sens prioritaire

Circulation alternée
Route à 2 voies



Remarque(s) :

- Dispositif à n'utiliser qu'en cas de bonne visibilité réciproque et faible trafic.
- Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.



Remarque(s) :

- Dispositif applicable uniquement de jour et sous certaines conditions : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.

- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et KC 1.

Chantiers fixes

CF24

Alternat par signaux tricolores

Circulation alternée
Route à 2 voies



Remarque(s) :

- Schéma à appliquer notamment lorsque l'alternat doit être maintenu de nuit, en absence de visibilité réciproque.
- Pour le réglage des signaux tricolores : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.
- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et AK 17.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté N°2023-33707

Direction territoriale de la matheysine
service aménagement

**portant réglementation de la circulation
sur la RD114E du PR 2+0400 au PR 8+0701 (La Morte et Livet-et-Gavet) situés hors
agglomération**

Le Président du Département de l'Isère

- Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 411-8
- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales
- Vu** le Code de la voirie routière
- Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription
- Vu** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle modifiée portant sur le même objet
- Vu** l'arrêté n°2020-30069 du 20 mars 2020 portant règlement de voirie départemental
- Vu** l'arrêté du Président du Département n°2021-8883 du 03/01/2022 portant délégation de signature
- Vu** la demande de Département de l'Isère

Considérant qu'afin d'assurer la sécurité des usagers, sur la section de route départementale où subsiste le danger lié à des conditions météorologiques défavorables, il y a lieu de réglementer la circulation des véhicules

Arrête :

Article 1

- À compter du 31/10/2023 et jusqu'au 31/05/2024, sur RD114E du PR 2+0400 au PR 8+0701 (La Morte et Livet-et-Gavet) situés hors agglomération, la circulation des véhicules est interdite, y compris aux véhicules non motorisés et aux piétons. Cette disposition ne s'applique toutefois pas aux véhicules intervenant dans le cadre de l'entretien et de l'exploitation de la route, quand la situation le permet.

La date de fin d'arrêté est indicative et dépend des conditions météorologiques. La décision de réouverture fera l'objet d'un arrêté spécifique.

Article 2

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité de l'entité l'ayant mise en place et ce, pendant toute la durée de l'évènement.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 4

La Directrice générale des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère,

Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

Les communes impactées par la restriction La Morte et Livet-et-Gavet

[REDACTED]

[REDACTED]

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

[REDACTED]

Hôtel du Département de l'Isère - CS 41096 - 38022 GRENOBLE CEDEX –
Tél : 04.76.00.38.38
Directrice de la publication : Séverine Battin
Rédaction et abonnement : service relations usagers